

Les errements du CAC 40 passés au crible

[Laurent Mauduit](#) 26 mai 2021

Cette année, les plus grands groupes français ont distribué plus de dividendes qu'ils n'ont réalisé de profits. Selon l'Observatoire des multinationales, beaucoup ont aussi été gavés d'aides publiques et ont multiplié les plans sociaux, tout en augmentant leurs PDG.

Créé par l'association Alter-médias, qui édite par ailleurs le site d'information [Basta !](#), [l'Observatoire des multinationales](#) produit des études de qualité, qui retiennent l'attention. On en avait déjà pris la mesure lors de la publication d'une étude récente établissant que les groupes du CAC 40 vont distribuer cette année des dividendes supérieurs aux profits engrangés lors du dernier exercice. Une nouvelle étude, élargissant le champ d'analyse à tous les autres aspects des choix faits par ces mêmes groupes, vient compléter l'état des lieux et donne des plus grandes entreprises françaises une image ravageuse.

La voici :

À l'occasion de la première étude, à laquelle [Mediapart avait donné un large écho](#), l'Observatoire avait établi que les dividendes versés à leurs actionnaires par les groupes du CAC 40 en ce printemps 2021 étaient considérablement plus importants que les profits réalisés lors de l'exercice 2020. L'étude établissait que le montant des dividendes versés en pleine crise sanitaire présentait un caractère historique.

« En ce printemps 2021, alors que la pandémie de Covid-19 n'en finit pas de ne pas finir, et alors que les groupes du CAC 40 continuent à bénéficier d'aides publiques massives..., ils s'apprêtent à verser plus de 51 milliards d'euros à leurs actionnaires. Soit 22 % de hausse par rapport

à l'année passée, alors que le résultat net agrégé du CAC 40 s'est effondré de plus de 55 % », constatait ainsi l'Observatoire. Ces 51 milliards d'euros se décomposent en 43,7 milliards de dividendes et 7,3 milliards de rachat d'actions.

Et l'étude poursuivait : « *Globalement, le CAC 40 a réalisé des bénéfices cumulés de 36,9 milliards en 2020, soit un effondrement de 55 % par rapport à 2019. Rapporté aux dividendes versés, cela signifie que les grands groupes français ont distribué aux actionnaires l'équivalent de 140 % de leurs profits annuels. Autrement dit, ils ont reversé aux actionnaires 100 % de leurs profits, et puisé dans leur trésorerie pour verser les 40 % restants.* »

Dans la nouvelle étude, publiée ce mercredi 26 mai, l'Observatoire des multinationales dresse un bilan beaucoup plus large de l'activité du CAC 40. Il publie donc les mêmes chiffres sur les dividendes et les profits des plus grandes entreprises, mais il y agrège de nombreuses autres données sur les aides publiques dont ont profité ces mêmes groupes, les plans sociaux qu'ils n'en ont pas moins décidé de mettre en œuvre, et les rémunérations toujours colossales qui n'en ont pas moins été servies à leurs mandataires sociaux.

À travers toutes ces statistiques, c'est donc un bilan ravageur du capitalisme français qui transparait, des grands groupes qui en sont la colonne vertébrale – et, au passage, de la politique économique et sociale conduite par le gouvernement en leur faveur.

L'étude dresse ainsi le bilan des prêts garantis par l'État (PGE) qui ont bénéficié (début février 2021) à 670 000 entreprises, pour un montant de 135 milliards d'euros, et relève que les plus grandes entreprises ont été peu nombreuses à recourir au dispositif, mais assortit cette remarque de cette réserve, évidemment importante : « *Les 46 grandes entreprises ayant obtenu un PGE représentent 0,01 % des entreprises mais 12,3 % des montants garantis.* » De plus, dans une infographie (voir ci-dessous),

on découvre que nombre de ces grandes entreprises ont supprimé des emplois au cours des douze derniers mois.

PGE POUR LES GRANDS GROUPES

ENTREPRISES	EN MILLIONS €
RENAULT	5000
AIR FRANCE	4000
CMA-CGM	1050
KINGFISHER (CASTORAMA, BRICO DÉPÔT)	600
FNAC DARTY	500
ACCOR INVEST	477
GROUPE LAGARDÈRE (EUROPE 1)	465
GALERIES LAFAYETTE	300
CONFORAMA	300
MOBIVIA (NORAUTO)	280
NEXANS	280
TEREOS	230
ELIOR	225
EUROPCAR	220

En jaune, les entreprises où des emplois ont été supprimés en 2020-2021.

L'étude fait aussi le bilan des financements publics apportés aux entreprises sous la forme du chômage partiel, soit 27 milliards d'euros en 2020 et 5,5 milliards d'euros supplémentaires au premier trimestre 2021. Faute d'un bilan gouvernemental, l'étude avance sa propre estimation : « *En recoupant les informations de la presse régionale ou spécialisée, des sources syndicales et les rares informations publiques, il est possible d'affirmer qu'au moins 27 groupes du CAC 40 ont bénéficié du dispositif du chômage partiel. Sur ces 27 groupes, 16 ont versé un dividende en 2020 et 22 en 2021, soit plus de 80 %.* »

L'Observatoire des multinationales dresse aussi le bilan le plus précis possible des suppressions d'emplois décidées par les groupes du CAC 40 depuis le printemps 2020 et relève que beaucoup d'entre eux sont ceux qui ont bénéficié des financements publics ou qui ont versé des dividendes. Le tableau ci-dessous recense ainsi les 62 486 suppressions

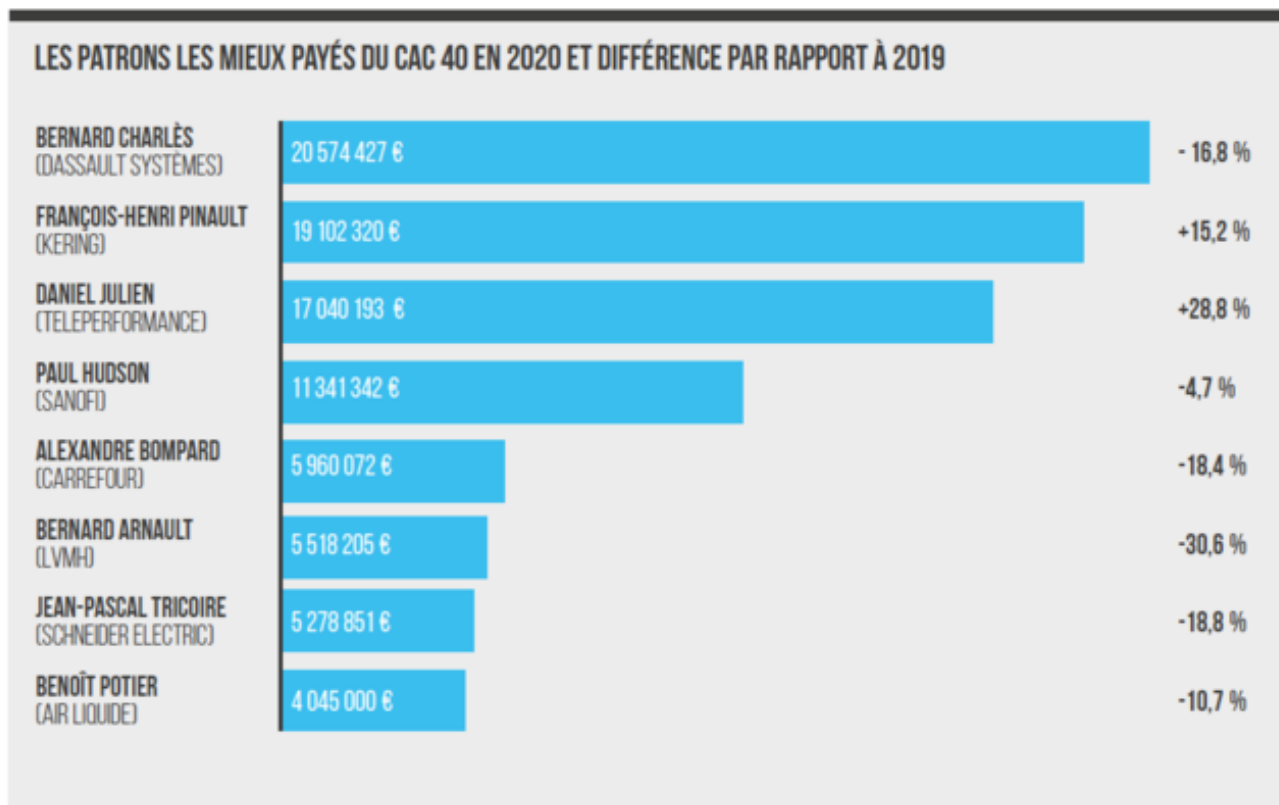
de postes, dont presque la moitié en France, annoncées depuis bientôt un an par les groupes du CAC 40 :

AIRBUS	▶ $\frac{15\ 000\ (\text{MONDE})}{4\ 498\ (\text{FRANCE})}$	▶ PLAN DE « DÉPARTS ACCÉLÉRÉS À LA RETRAITE » EN FRANCE	▶ DIVIDENDES SUSPENDUS
RENAULT	▶ $\frac{15\ 000\ (\text{MONDE})}{4\ 600\ (\text{FRANCE})}$	▶ PLAN D'ÉCONOMIES GLOBAL EN COURS DE MISE EN ŒUVRE	▶ DIVIDENDES SUSPENDUS
SAFRAN	▶ $\frac{10\ 000\ (\text{MONDE})}{3\ 000\ (\text{FRANCE})}$	▶ PLAN DE « DÉPARTS ACCÉLÉRÉS À LA RETRAITE » EN FRANCE	▶ DIVIDENDES RÉDUITS, PUIS REPRIS
ORANGE	▶ 7 500 (FRANCE)	▶ DÉPARTS EN RETRAITE NON REMPLACÉS	▶ DIVIDENDES RÉDUITS, PUIS REPRIS
MICHELIN	▶ $\frac{3\ 158\ (\text{MONDE})}{2\ 300\ (\text{FRANCE})}$	▶ PLAN GÉNÉRAL DE DÉPARTS VOLONTAIRES ET DE PRÉRETRAITE	▶ DIVIDENDES RÉDUITS PUIS REPRIS
DANONE	▶ $\frac{1\ 850\ (\text{MONDE})}{458\ (\text{FRANCE})}$	▶ PLAN DE RÉORGANISATION « DANONE FIRST », EN COURS DE DÉPLOIEMENT	▶ DIVIDENDES MAINTENUS
TOTAL	▶ 1 850 (FRANCE)	▶ PLANS DE RÉDUCTION D'EFFECTIFS HUTCHISON, GRANDPUITS, FONCTIONS CENTRALES	▶ DIVIDENDES MAINTENUS
SANOFI	▶ $\frac{1\ 700\ (\text{MONDE})}{1\ 000\ (\text{FRANCE})}$	▶ DONT 400 POSTES DANS LA RECHERCHE. PLAN GÉNÉRAL DE RÉDUCTION D'EFFECTIFS.	▶ DIVIDENDES MAINTENUS
THALES	▶ 1 000 (FRANCE)	▶ SUPPRESSION DE 1000 POSTES AU SEIN DE THALES AVS	▶ DIVIDENDES RÉDUITS, PUIS REPRIS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	▶ 640 (FRANCE)	▶ PLAN GÉNÉRAL D'ÉCONOMIES	▶ DIVIDENDES SUSPENDUS PUIS REPRIS
TOTAL CAC40	▶	62 486 DANS LE MONDE, DONT 29 681 EN FRANCE	

L'Observatoire des multinationales dresse enfin un bilan accablant des rémunérations des grands patrons durant cette crise sanitaire. Accablant parce que si les Français se sont serré la ceinture, beaucoup de PDG du CAC 40 ont vu leurs rémunérations exploser au cours du dernier exercice ou rester à des niveaux indécents, comme le résumant les deux infographies ci-dessous :

LES PATRONS DU CAC40 QUI ONT AUGMENTÉ LEUR RÉMUNÉRATION MALGRÉ LA PANDÉMIE

ATOS	+ 95,63 %	2 959 611 €
TELEPERFORMANCE	+ 28,83 %	17 040 193 €
RENAULT	+19 %	3 089 054 €
KERING	+15,24 %	19 102 320 €
PUBLICIS	+13,78 %	3 715 800 €
VIVENDI	+ 9,3 %	3 522 518 €
CRÉDIT AGRICOLE	+ 4,21 %	2 456 562 €
SAINT-GOBAIN	+ 3,33%	4 579 587 €



Entrant dans le détail de ces rémunérations, l'étude établit avec précision la liste des quelques rares grands patrons qui ont fait un effort de modération et celle de ceux qui ont continué de vivre sur un grand pied. Elle pointe en particulier deux groupes, Kering et Téléperformance, qui apparaissent comme « *les champions des inégalités* », avec des PDG rémunérés respectivement 19 et 17 millions d'euros en 2020.

Dans le cas de Kering, l'Observatoire pointe une hypocrisie : « *Certains grands patrons du CAC40 ont délibérément cherché à cacher leur niveau réel de rémunération. Ainsi le document d'enregistrement universel de Kering n'affiche à première vue qu'une rémunération globale de 7 millions d'euros en 2020 pour le PDG François-Henri-Pinault. Il faut se pencher sur les notes de bas de page pour découvrir que le patron du groupe de luxe s'est en réalité octroyé 12 millions d'euros de rémunération supplémentaire, mais dont le versement effectif a été repoussé à 2021 pour ne pas faire tache.* »

L'étude souligne une autre hypocrisie de 7 grands patrons qui en 2020,

lors du premier confinement, avaient suggéré qu'ils seraient solidaires des Français et qu'ils réduiraient leurs rémunérations, mais qui en réalité n'en ont rien fait, tel Arthur Sadoun, le PDG de Publicis qui avait dit renoncer à 30% de son fixe sur 6 mois mais dont la rémunération totale a finalement gagné 13,78% en 2020.

Mais il y a aussi le cas de PSA qui retient l'attention et à propos duquel l'étude formule ces remarques : *« Les groupes du CAC 40 sont obligés par la loi de dévoiler la rémunération accordée à leurs dirigeants, dans toutes ses composantes. Carlos Tavares, ex-PDG de PSA devenu directeur général du groupe Stellantis issu de la fusion de PSA avec FiatChrysler, pense apparemment avoir trouvé un moyen de déroger à cette exigence de transparence. D'un point de vue juridique, c'est FiatChrysler qui a absorbé PSA, de sorte que cette dernière n'a pas publié ce printemps 2021 de rapport annuel propre, s'exonérant ainsi de dévoiler toutes sortes d'informations de gouvernance, sociales et environnementales. Le groupe Stellantis n'a pas répondu à nos demandes répétées sur la rémunération de Carlos Tavares en 2020, qui demeure donc secrète. Ce point est d'autant plus intrigant que les grandes fusions d'entreprises sont souvent l'occasion d'octroyer aux dirigeants des firmes absorbées des bonus exorbitants pour les récompenser. »*

En bref, le CAC 40 a été très largement insensible à la crise – pas ses salariés, mais ses actionnaires et ses PDG. On s'en doutait de longue date, mais tous ces chiffres, pour le moins bienvenus, le confirment de manière irréfutable.